Éditorial

Voilà donc De Gaulle «légalement» au pouvoir, la grande cocotte déjà installée dans ses meubles a reçu, du peuple souverain, les clefs de l'appartement.
Le peuple souverain, rassuré, après toute cette agitation inquiétante, vaque à ses occupations satisfait du devoir accompli et des brevets de «courage civique» et autre «lucidité politique» décernés par les journaux conservateurs des capitales étrangères.

Ceux qui parlent de chômage naissant ou du «problème» algérien sont des empêcheurs de bêler en rond.

Comble de bonheur, un Pape est mort, et voilà enfin de quoi lire les journaux. Le regard tourné vers la fumée bleue du Vatican on a joui du suspense, trop court hélas! de l'élection du nouvel Araignée — ça valait bien le voyage d'Elizabeth —.

Le climat est donc à l'euphorie: 80%, le vin a déjà baissé à la production il va donc «sûrement» baisser à la consommation, le Pape est mort, Eva Bartok se défend bien, et le Gorille vous salue bien.

Well! Cela posé il reste que la situation politique, pour confuse qu'elle soit, appelle des réflexions un peu moins farfelues.

Les élections vont avoir lieu. Sans faire de pronostics on peut penser qu'elles ne nous apprendront pas grand-chose.

Leur résultat dépendant moins des bulletins de vote que du savant quadrillage des circonscriptions déjà mis au point dans le but de dissoudre les voix communistes dans la soupe gouvernementale. De Gaulle, homme de droite, devait bien ça à sa classe, tout comme, il n'y a pas si longtemps Mollet, homme de gauche, pour faire passer sa politique guerrière, avait dû lâcher quelques os à ronger aux ouvriers.

Que l'on ne se méprenne pas sur le sens de ce parallèle De Gaulle-Mollet. En effet, si Mollet, homme de «gauche» a accepté de faire la politique de la droite quand la bourgeoisie croyait pouvoir venir à bout des Algériens par la guerre, De Gaulle «homme de droite» n'aura pas à faire une politique de gauche (si ce n'est un peu de démagogie pour conserver ses supporters S.F.I.O. de base).

Et si De Gaulle tente de mettre un terme à la guerre d'Algérie ce sera lui aussi en application des désirs de cette bourgeoisie dont l'intérêt, en affrontant sa première crise économique importante depuis 20 ans, est de se débarrasser d'un fardeau qui lui coûte plus qu'il ne lui rapporte.

Il semble d'ailleurs que la disparité des intérêts capitalistes de la métropole et de l'Algérie aille en s'accusant.

En effet la bourgeoisie européenne d'Algérie non seulement ignore la crise économique, mais a une situation florissante.

Et cela pour plusieurs raisons: notamment la présence sur le sol algérien d'un demi-million de consommateurs supplémentaires dotés d'un pouvoir d'achat bien supérieur à celui des Algériens: les achats de l'Intendance militaire et des soldats.

D'autre part les colons ont largement bénéficié de la hausse des cours des vins métropolitains, hausse due à deux récoltes catastrophiques en France. Les vins algériens dont la quasi-totalité est exportée en France se vendaient, il y a peu aux environ de 300 Frs le degré hecto. Ils ont atteint 1000 Frs sans que les récoltes algériennes aient été plus mauvaises qu'à l'ordinaire.

Dans ces conditions l'intérêt de la bourgeoisie d'Algérie est de ne laisser se finir la guerre que sur une victoire française, sachant bien que la moindre indépendance nationale concédée aux Algériens serait mise à profit par eux pour

mettre en place une économie non plus de type colonial, mais de pays sous-développé. Une économie dans laquelle l'exploitation coloniale ne trouverait plus sa place.

La crise en France est sans doute l'élément avec lequel il faudra le plus compter dans les mois à venir. La récession qui affectait les U.S.A. depuis plus d'un an a fait son apparition en France.

La consommation a diminué, les carnets de commandes se sont dégarnis et les réductions d'horaires et le chômage affectent déjà un million d'ouvriers. L'économie est entrée dans un cercle vicieux où la consommation diminuant on réduit la production ce qui a pour conséquence de réduire les ressources des consommateurs qui, de ce fait, réduisent un peu plus encore leurs achats, les ventes diminuant on réduit un peu plus la production... etc.

Bien sûr les choses sont un peu plus compliquées que cela et des mesures économiques existent propres à enrayer un processus moins inexorable qu'il ne paraît.

Et pourtant Pinay et son programme semblent tourner le dos aux mesures qui (du point de vue capitaliste) s'imposeraient puisqu'il entend rendre toute liberté au jeu capitaliste en supprimant les contrôles et les interventions de l'État plus connus sous le nom de «dirigisme» et que, d'autre part, pour sauver le franc il est prêt à accepter l'arrêt de l'équipement et la mise en sommeil de l'activité générale du pays.

La situation se trouve aggravée par la politique de grandeur de De Gaulle qui jette les milliards par fenêtre comme on jette des soldats sur un champ de bataille. Son «plan quinquennal» pour l'Algérie (chiffré à 400 milliards pour les spécialistes) sa bombe «A» française, ses promesses aux pays de la «Communauté» (ex «Union Française», ex «Empire», etc.), son entrée dans la compétition aéronautique internationale, si elle a lieu., représentent déjà des sommes rondelettes qui, si

elles ne restaient pas à l'état de bluff, aggraveraient d'autant la situation.

LE PROBLÈME AUQUEL DE GAULLE, DOIT FAIRE FACE PORTE DONC SUR 3 ÉLÉMENTS: LA GUERRE, LA CRISE, LE PROGRAMME QUI, S'ILS NE SONT PAS MODIFIÉS NE MANQUERONT PAS D'AMENER LA FAILLITE DE CE RÉGIME.

La guerre coûte annuellement à elle seule, paraît-il, 800 milliards. Son arrêt est donc le seul élément qui permettrait de faire face à la crise et de démarrer le «programme» (même s'il ne vient jamais à terme).

Reste à pouvoir arrêter une telle guerre. Sans doute l'autorité de De Gaulle est-elle réelle, et peu d'hommes auraient pu comme lui, en 1958, se permettre de jeter la poudre aux yeux dans tant de directions diverses. Mais cette autorité serait-elle assez grande pour faire admettre à l'Armée que, bien qu'elle ait joué son rôle au-delà de ce qu'«on» espérait, la pièce est un four, qu'elle n'est pas rentable, qu'on a perdu la guerre? On peut en douter et si l'armée s'est pliée à l'ordre de quitter les comités de salut public il semble que c était le maximum que De Gaulle pouvait se permettre d'exiger.

Alors, par le biais d'élections on cherche des interlocuteurs valables. Par des tractations de coulisses et des déclarations radiodiffusées on se propose des «cessez-le-feu» en veux-tu en voilà.

Seulement, les déclarations trop conciliantes de Ferhat Abbas, jointes à la constatation d'un certain ralentissement offensif du F.L.N. ont fait d'un seul coup naître en De Gaulle l'espoir de pouvoir camoufler un cessez-le-feu en victoire française et commettre la faute d'inviter les Algériens à venir négocier «avec un drapeau blanc». Le F.L.N. a refusé en laissant toutefois la porte entrouverte à une reprise de contacts.

Le gouvernement français, pour avoir cédé à la tentation d'une

victoire officielle là où il pouvait y avoir négociation d'égal à égal, dans l'intérêt respectif des deux adversaires, risque d'avoir raté un rendez-vous possible qui tardera peut-être à se représenter. Dans cette dernière éventualité l'aide de 150 milliards accordée par la Ligue arabe (après deux refus successifs) permettrait au F.L.N. de faire face à une recrudescence de l'activité militaire.

La négociation, même du seul intérêt de la bourgeoisie, devrait intervenir d'autant plus vite que la situation intérieure française, pour calme qu'elle semble être présentement, risque d'être perturbée par une relance revendicative.

Déjà les réductions d'horaires se traduisant par la suppression des heures pourcentées vient brutalement réduire les feuilles de paye. On avait pris l'habitude de «vivre» en faisant 50, 54 ou 60 heures le réveil est dur lorsque la paye ne porte plus que sur 40 voire 32 heures (et même moins dans le textile). Quant au chômage, s'il affecte déjà de nombreuses familles ouvrières, il permet aux patrons des secteurs non encore touchés par la crise un durcissement certain à l'égard des revendications, une tentative de réduire un peu plus les «temps» et une réduction, après «sélection», de l'embauchage.

Tout cela est encore aggravé par la hausse des prix alimentaires, et la classe ouvrière, même si tel n'est pas son vœu, redevient par le fait une menace avec laquelle le gouvernement devra de plus en plus compter.

Car si la situation économique lui fait obligation de mettre en œuvre des mesures impopulaires, celles-ci s'appliquant à une classe déjà appauvrie ne peuvent que déchaîner son mécontentement à plus ou moins long terme.

On voit donc que malgré l'«euphorie» apparente le gouvernement, s'il ne sait négocier à temps avec les Algériens, risque de voir s'ouvrir dans son dos un «second

front» social d'autant plus menaçant qu'il n'aura pas su enrayer la crise.

Une telle situation, en modifiant le rapport de force, non seulement contraindrait De Gaulle à négocier en position d'infériorité, mais signifierait sans doute la fin de la Ve République.

L'absence d'idéologie ouvrière autonome faciliterait sans doute alors l'établissement d'un Front Populaire.

Cette hypothèse pourrait trouver sa confirmation dans l'attitude adoptée par le P.C. depuis le référendum: relâchement de l'opposition politique à De Gaulle mais agitation revendicative accrue, recherche de l'unité syndicale, etc.

Les anarchistes, trop peu nombreux pour peser efficacement sur les événements, n'en doivent pas moins être parmi les plus actifs de la lutte revendicative et tenter à tout moment de lui redonner l'armature idéologique qui lui manque.

Seuls les îlots de résistance constitués par les minorités révolutionnaires au sein de la classe des travailleurs pourraient lui permettre de retrouver le chemin de son émancipation.

Noir et Rouge